

La mise à distance comme cautionnement d'une mémoire honteuse sur le Canada français

Joseph-Yvon Thériault

Sport et politique

Volume 11, numéro 2, hiver 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060604ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060604ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thériault, J.-Y. (2003). La mise à distance comme cautionnement d'une mémoire honteuse sur le Canada français. *Bulletin d'histoire politique*, 11(2), 160–165. <https://doi.org/10.7202/1060604ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La mise à distance comme cautionnement d'une mémoire honteuse sur le Canada français

JOSEPH YVON THÉRIAULT
Sociologue
CIRCEM/Université d'Ottawa

La simple référence au Canada français fait tiquer la plupart des intellectuels québécois, particulièrement les souverainistes. On a beau moucheter son fleuret en insistant sur l'anachronisme qui consiste à se référer à l'identité québécoise ou à l'identité du Québec français pour parler historiquement de la référence nationale canadienne-française —celle qui se déploie de l'Acte d'union à la Révolution tranquille —il y aura toujours quelqu'un pour soupçonner qu'une telle référence veut ramener le nationalisme québécois à ses fondements « raciaux » ou « ethniques » ou encore, ce qui est peut-être pire, diluer le nationalisme québécois dans le Canada français « *from coast to coast* » de Jean Chrétien.

C'est la position inverse qui me semble vraie. L'évacuation de la référence au Canada français, comme fondement de la tradition historique sur laquelle s'appuie le projet québécois moderne, participe d'un cautionnement d'une histoire honteuse..., une histoire qu'il nous serait impossible d'assumer. Non seulement le silence sur le Canada français enlève-t-il toute légitimité historique à la revendication autonomiste québécoise, comme si le Québec que nous connaissons n'avait commencé son existence qu'avec la Révolution tranquille, mais il entretient le soupçon que derrière l'ouverture du Québec moderne au pluralisme et à la modernité se cache un projet inavouable: le vieux projet « ethnique » canadien-français. Comme j'ai tenté de le démontrer dans *Critique de l'américanité*, la pensée québécoise de l'américanité est une manifestation particulièrement éloquente de cet esprit, quoiqu'elle ne soit que la pointe de l'iceberg d'une lecture radicale de la modernité qui marque la pensée québécoise depuis la Révolution tranquille¹.

Dans le dernier numéro du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 11, no. 1, automne 2002) Jacques Rouillard réagit à la note de lecture d'Éric Bédard (*Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2, printemps 2001) portant sur le livre de Gérard Bouchard, *Genèse des nations et des cultures du Nouveau Monde*. Jacques Rouillard conteste l'affirmation d'Éric Bédard selon laquelle

Genèse des nations... serait le *magnus opus* de l'historiographie moderniste québécoise. Au contraire, pense Rouillard, le dernier livre de Gérard Bouchard participe d'une lecture « pré-moderniste » de l'histoire du Québec, lecture pré-moderniste qu'il faudrait associer principalement à la tradition sociologique (Falardeau, Rioux, Guindon, Dumont) et qui voit le Québec moderne comme une rupture avec la tradition canadienne-française. C'est dans cette tradition que le Canada français serait perçu d'une manière « déprimante », sous le signe du « retard », comme une « grande noirceur », une société incapable de s'ouvrir à l'exaltant appel du continent en formation (américanité). La pensée « moderniste », où « révisionniste » si l'on préfère l'appellation que lui a donnée Rudin², participerait d'une lecture plus positive de l'histoire du Québec. Elle aurait présenté l'histoire du Québec sous le signe d'une modernité précoce, en affinité avec le déploiement industriel du continent, traversé depuis toujours par le pluralisme idéologique de la modernité.

Je ne pense pas que cette distinction tienne. Il m'apparaît en effet que tant l'interprétation « révisionniste » de l'histoire, que l'interprétation « sociologique » reposant sur le couple tradition/modernité, s'inscrivent dans une lecture radicale de la modernité incapable de lire dans la modernité autre chose que le déploiement de processus rationalisants. Toute dimension substantive ou subjective de l'histoire de la modernité est dès lors interprétée comme un « reste », en dehors de ce qui est important dans l'histoire, reste que l'on peut jeter comme un passé honteux, parce qu'il ne nous — les modernes — ne concerne pas réellement ou encore que l'on peut tout simplement oublier car il n'est pas notre héritage. « Modernistes » et « pré modernistes », pour reprendre les catégories de Rouillard, dans leur rapport à l'histoire du Québec, nous conduisent au même constat : la mise à distance de la tradition, l'invalidation, dans l'histoire du Québec comme de toutes les sociétés modernes, de tout ce qui ne pointe pas vers la rationalité.

Que faut-il entendre en effet par « révisionnisme » ? Il s'agit d'une entreprise qui vise en élargissant le contexte interprétatif d'un phénomène de « banaliser » ou de « normaliser » celui-ci. Dans ses commentaires sur la querelle des historiens allemands, Paul Ricoeur rappelle que le « révisionnisme » allemand a consisté en trois procédés : « l'élargissement temporel du contexte, comparaison avec des faits semblables ou contemporains ou antérieurs, relation de causalité d'original à copie »³. À l'encontre des « négationnistes », qui veulent nier l'existence des crimes nazis, les « révisionnistes » ont plutôt voulu démontrer que ces crimes n'avaient rien de particulier lorsque insérés dans un contexte interprétatif plus large. Pourquoi cette opération révisionniste en Allemagne ? Pour camoufler, selon Jürgen

Habermas, une conscience honteuse derrière les profondeurs abyssales de l'histoire où effectivement tous les chats sont gris⁴.

Dans la critique que Ronald Rudin a adressé aux historiens « révisionnistes » québécois on peut déceler une même question. De quelle mémoire les historiens québécois ont-ils honte ? La thèse de Rudin veut que les historiens québécois contemporains aient systématiquement voulu diluer la spécificité historique québécoise — le nationalisme, la tradition catholique, les formes originales de développement socio-économique comme le syndicalisme catholique et le développement des caisses populaires — par l'élargissement du contexte et l'histoire comparative à l'échelle continentale. En dénonçant le caractère singulier de l'histoire du Québec, les historiens prêtaient donc flanc à l'accusation qu'il y a quelque chose de honteux dans l'histoire du Québec, quelque chose justement qu'une telle opération visait à camoufler. Pour un Michael Behiels qui le dit explicitement — l'opération révisionniste vise « à maintenir en place, comme au temps de Duplessis, une société communautaire au service exclusif des valeurs de la nation francophone du Québec, société communautaire qui a produit poursuit-il l'État-libéral le plus régressif du monde occidental » — on pourrait établir une longue liste de ceux qui disent la même chose de manière moins explicite⁵.

Face à une telle charge critique, la pensée québécoise contemporaine n'a pas su répondre. Elle s'est contentée de réaffirmer la modernité précoce du Québec et de banaliser l'opération révisionniste. Je ne pense pas que la raison expliquant ce phénomène soit une conscience honteuse de l'histoire du Canada français. C'est plutôt l'inverse qui me semble vrai. C'est ce que j'ai nommé l'amour immodéré de la modernité, c'est-à-dire la course débridée à la modernité, l'insistance à être moderne depuis toujours, voire post moderne avant la lettre, le désir d'être grand et, son envers..., la peur d'être accusé de traditionalisme, d'ethnique, de peuple insignifiant dans l'histoire. De cela découle une conception réductrice de la modernité qui réduit celle-ci à ses grands procès institutionnels rationalisants (industrialisation, urbanisation, laïcisation, démocratisation libérale). L'histoire effective de la modernité, qui fut aussi histoire de sens et de signification, est ainsi évacuée, ses dimensions significatives sont dorénavant perçues comme hors-histoire (la nation, comme le religieux, comme tous les autres phénomènes identitaires ne se référant pas à l'individualisme des modernes). Autrement dit, pour confirmer, face à leurs détracteurs, leur modernité, les intellectuels québécois francophones ont eu tendance à extirper de l'histoire du Québec les traits les plus saillants de la modernité, s'empêchant ainsi d'inscrire l'historicité de leur propre société dans la modernité. L'histoire ainsi perçue devenait une histoire sans sujet.

Quand l'histoire révisionniste québécoise a voulu élargir son contexte explicatif, elle ne l'a pas fait par la mise en contexte dans une tradition politique ou culturelle plus large, que ce soit celle du Canada, des États-Unis ou encore de l'Amérique. Non, l'élargissement contextuel des historiens révisionnistes a consisté à éliminer les contextes politiques et culturels pour inscrire le Québec dans les structures profondes du continent en formation. Pour employer un vieux langage marxiste, l'hypothèse voulait qu'après que l'on a évacué l'infrastructure, le développement du Québec apparaîtrait largement similaire aux autres collectivités de l'Amérique du Nord. On trouvera une telle démarche dans la distinction entre l'américanisation et l'américanité. Que serait, d'un point de vue historique, une Amérique de laquelle on aurait enlevé son sujet historique le plus important: les États-Unis et les procès d'américanisation? L'histoire de l'Amérique se confondrait alors soit avec une modernité réduite à ses procès institutionnels, soit à un déterminisme géo-continentale, soit à l'idée d'une culture d'errance, pré ou post nationale. C'est justement à une telle invalidation de toute subjectivité dans l'histoire qu'aboutit la pensée de l'américanité québécoise. Elle fait et doit faire l'impasse sur la présence en terre d'Amérique d'une intentionnalité particulière qui s'est historiquement manifestée à travers l'idée du Canada français et maintenant à travers le projet québécois.

Cette démarche qui vise à élargir le contexte explicatif en évacuant l'intentionnalité dans l'histoire — dans une perspective historique le Canada français — procède-t-elle de la même démarche que celle imputée aux sociologues et leur critique dédaigneuse de la tradition. Il faut bien voir que oui. Le couple tradition/modernité procède d'une conception évolutionniste de l'histoire qui affirme que la tradition doit s'effacer devant la modernité. Au Québec cet évolutionnisme a été amplifié par le fait qu'il semblait correspondre à une transformation identitaire fondamentale: celle entre la société canadienne-française (traditionnelle) et la société québécoise (moderne). C'est pourquoi, plus qu'ailleurs, au Québec, cette dichotomie a semblé intéressante pour lire les changements d'après-guerre. Une telle distinction campe du côté de la tradition, la nature subjective du vivre ensemble et du côté de la modernité ce qui est de l'ordre des institutions rationnelles. C'est ainsi que l'on a pu affirmer que le passage de l'identité canadienne-française à l'identité québécoise est un passage d'un nationalisme ethnique — subjectif — à un nationalisme purement civique — procédural. La dimension substantielle de l'histoire n'est pas niée ici — comme dans le révisionnisme — mais remise dans un passé qui n'est plus le nôtre (le Canada français) et qu'il est de bon ton de dépendre comme replié sur lui-même, exaltant une filiation mystique avec la France, xénophobe, etc.,

l'envers de la modernité et de l'américanité —les deux sont souvent confondus d'ailleurs.

Le modernisme des historiens révisionnistes et le pré ou post modernisme des sociologues conçoivent tous deux la modernité de manière univoque, se réalisant à travers les grands procès institutionnels de la modernité. D'ailleurs, dans l'interprétation historique du Québec, les deux courants s'alimentent mutuellement, accentuant par le fait même l'occultation de toute trace de tradition. Car, il faut bien voir que le révisionnisme n'a pas modernisé le nationalisme canadien-français, il est allé chercher la modernité du Québec historique en dehors de ce que fut l'espace historique de son déploiement —de l'histoire politico-religieuse on est passé à l'histoire de la bourgeoisie d'affaires, par exemple. Les historiens révisionnistes n'ont pas relu l'histoire du Canada français en lui trouvant soudainement un air de fraîcheur, ils l'ont plutôt occulté et ont cherché dans l'histoire du Québec, à côté de ce nationalisme, des signes de modernité précoce —dans le développement du capitalisme, de l'industrialisation, du libéralisme, par la similitude de certains arrangements sociétaux avec nos « modernes » voisins du sud, etc.. C'est ainsi que l'on comprend le quasi abandon par les historiens québécois des années 1980 et 1990 de l'histoire politique des idées. Et, même quand Yvan Lamonde reprend ce projet, c'est à l'histoire des idées libérales qu'il s'intéresse, faisant du nationalisme canadien-français une composante marginale de l'histoire du Québec⁶ .

Ainsi marginalisé, représenté souvent comme l'idéologie d'une élite coupée de l'américanité réelle du peuple, le nationalisme canadien-français reste toujours, comme quantité négligeable, disponible à servir de contre-preuve au nationalisme québécois contemporain. C'est ce que reproche Jacques Rouillard à Gérard Bouchard. Celui-ci participerait dans *Quelques arpents d'Amérique...* à présenter le passé québécois comme moderne et dans *Genèse des nations...* à dénigrer comme traditionnelle la représentation canadienne-française⁷. Ces deux moments ne sont pas contradictoires, ils participent tous deux d'une lecture radicale de la modernité qui occulte toute dimension substantive, toute intentionnalité dans l'histoire, pour ramener l'histoire aux grands procès institutionnels de la modernité.

De telles lectures ne sont pas en soi fausses. Personne ne niera que le capitalisme, la bourgeoisie, la démocratie libérale, l'industrialisation aient façonné l'histoire moderne du Québec. Seulement ces procès, pris dans la froideur clinique du continent en formation, n'éclairent en rien l'aventure de la nation française d'Amérique. On comprendrait, si une telle exaltation de la modernité et du refus d'assumer une tradition eussent été accompagnés d'un même abandon de voir dans le Québec une expérience historique originale. Ce ne fut pas le cas. D'où la pertinence de la question: quelle

légitimité historique appuie la permanence ici d'une question nationale ? Les nations ne sont pas des groupes d'intérêts, elles sont des regroupements qui tirent leur légitimité d'une histoire et d'une mémoire communes, ...d'une référence pour parler comme Fernand Dumont. Le projet québécois est une suite à donner à la référence canadienne-française, c'est là qu'il puise sa mémoire. Renvoyer cette mémoire à une tradition morte qui ne saurait être la nôtre ou l'occulter, c'est donner raison à ceux qui croient qu'une telle opération est un mécanisme évitant d'assumer une histoire honteuse.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2002. Nous reprenons ici des arguments développés plus longuement dans ce livre, notamment la deuxième partie : « On l'a tant aimée la modernité », p.165 et suiv.
2. Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998.
3. Paul Ricœur, « Les rôles respectifs du juge et de l'historien », *Esprit*, août-septembre 2002, p. 64.
4. Jürgen Habermas, *Écrits politiques*, Paris, Éditions du Cerf, p. 165 et suiv.
5. Michael Behiels (1997), « Duplessis, le duplessisme et la prétendue reconstitution du passé », dans A. G. Gagnon et M. Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis entre la Grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, p. 325-326.
6. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, Montréal, Fides.
7. Gérard Bouchard *Quelques arpents d'Amérique : population économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1999 ; *Genèse des nations et cultures du nouveau monde*, Montréal, Boréal, 2001.